

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 26 au 30 octobre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : la BEAC à la rencontre des partenaires internationaux.
- **Cameroun** : le Fonds vert pour le climat approuve un financement de 87 M EUR en faveur du projet RACINE.
- **Congo** : la BAfD recommande au Congo d'affecter les surplus pétroliers au service de la dette.
- **Gabon** : le nouvel Eurobond de 580 M USD perd près de 8 % en cinq jours.
- **Guinée Équatoriale** : le Sénat approuve le projet de loi sur les hydrocarbures.
- **RDC** : la ZES de Banana obtient un avis de principe favorable pour 100 M USD d'investissement.
- **Sao Tomé-et-Principe** : les réserves de change reculent en septembre.

Régional

Secteur bancaire: la BEAC à la rencontre des partenaires internationaux

À l'occasion des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, tenues à Bangkok du 12 au 18 octobre, la BEAC a intensifié son dialogue avec plusieurs partenaires techniques et financiers. Dans un [communiqué](#), l'institution indique s'être d'abord entretenue avec les dirigeants des deux institutions multilatérales sur les enjeux de stabilité macroéconomique régionale, avant d'engager des échanges avec des représentants de grands groupes bancaires internationaux. À l'issue de ces assemblées, la banque centrale a signé le 22 octobre un [protocole](#) d'accord avec la Banque nationale du Cambodge (NBC) portant sur la fintech et la transformation numérique. Cet accord ouvre notamment la voie à une éventuelle interconnexion entre la zone CEMAC et *Bakong*, le système de paiement cambodgien, bien qu'aucun engagement définitif ne soit encore arrêté. La délégation a également rencontré le gouverneur de la *Reserve Bank of India* afin d'aborder la modernisation des systèmes de paiement et l'inclusion financière en zone CEMAC, posant ainsi les jalons d'un futur partenariat technique.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

14,1 %

Le rendement de l'Eurobond gabonais cinq jours après son émission

Cameroun

Agriculture : le Fonds vert pour le climat approuve un financement de 87 M EUR en faveur du projet RACINE

Le Conseil d'administration du Fonds vert pour le climat (FVC) a [approuvé](#), le 27 octobre 2026, le projet RACINE (*Resilient Agriculture for Climate, Investment, Nature and Equity*), porté par le ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (MINEPAT) et exécuté par le Fonds de Développement des Filières Cacao et Café (FODECC). D'un montant total de 215,9 M EUR (environ 141,6 Mds FCFA), le projet devrait s'étendre sur une période de six ans. Le montage associe 87 M EUR du FVC – dont un prêt concessionnel de 78,3 M EUR et un don de 8,7 M EUR – à 40,4 M EUR de l'Initiative pour les forêts d'Afrique centrale (CAFI) et 88,5 M EUR (soit 41 % du coût projet) issus de la redevance à l'exportation cacao-café. Déployé dans cinq régions, le projet ambitionne de doubler la production nationale de cacao, en la portant de 306

000 à 600 000 tonnes, et d'améliorer significativement les rendements, de 350 à 750 kg/ha pour le cacao et de 220 à 600 kg/ha pour le café. Il prévoit également de réduire les pertes post-récolte de 18 % à 4 %. Pour atteindre ces objectifs, l'intervention s'appuiera, notamment, sur les subventions, la formation de conseillers agricoles et l'accompagnement des producteurs et des entreprises afin de leur permettre de répondre aux exigences de traçabilité du règlement européen sur la déforestation (RDUE).

Industrie : BGFIBank et Atlantic Group s'allient pour l'implantation d'une unité de broyage de clinker à Kribi

BGFIBank Cameroun et Atlantic Group ont signé, le 27 octobre, un accord de financement de 35 M EUR (23 Mds FCFA) pour implanter une unité de broyage de clinker à Kribi. Portée par la Société de Ciment Cameroun (SC CAM), l'usine devrait afficher une capacité nominale d'un million de tonnes de ciment par an. Selon le [communiqué](#) officiel de la banque, « cette future unité ambitionne de contribuer au renforcement de l'offre locale [...], dans un contexte marqué par la progression des besoins en matériaux de construction ». Ce même communiqué annonce la création de près de 150 emplois directs et indirects ainsi que des retombées dans la logistique, le transport, la maintenance et les services industriels. Ce projet s'inscrit par ailleurs dans l'engagement d'Atlantic Group et de BGFIBank auprès des industriels à proximité du port de Kribi.

Congo

Énergie : la BAfD recommande au Congo d'affecter les surplus pétroliers au service de la dette

La Banque africaine de développement (BAfD) préconise d'affecter le surplus des recettes pétrolières au remboursement de la dette plutôt qu'à l'accroissement des dépenses publiques. Cette recommandation survient alors que le gouvernement prépare un budget 2027 construit sur l'hypothèse d'un baril à 71 USD. Le projet de loi de finances 2027 prévoit une production de 112 M de barils (contre 105 M en 2026), un taux de change de 565 FCFA / USD, et une part de la production revenant à l'État de 28 %. Le gouvernement estime ses recettes à 3 121 Mds FCFA, contre 2 638 Mds FCFA de dépenses. En parallèle, la BAfD recommande de suspendre les nouveaux emprunts garantis par les revenus pétroliers qui pourraient engager une partie significative des recettes futures de l'État.

Télécoms : le secteur de plus en plus affecté par les pénuries de carburant

Au Congo, les opérateurs de télécommunications sont de plus en plus affectés par les difficultés d'approvisionnement en carburant alors que la desserte électrique est déjà insuffisante. Le 27 octobre, l'Autorité de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE) a fait état de perturbations des réseaux avec notamment la dégradation de la qualité des services, l'indisponibilité totale ou partielle des services d'Internet ou de Mobile Money et la baisse des débits de connexion. Selon l'ARPCE, cette situation serait due aux contraintes du réseau électrique. Les groupes électrogènes ne peuvent pallier complètement les insuffisances de l'alimentation électrique alors que leur utilisation coûte trois à quatre fois plus cher que l'électricité fournie par le réseau. Face aux problèmes rencontrés, dans un contexte de pénurie de gasoil, des projets de diversification énergétique sont à l'étude, sans apporter de réponse à la situation actuelle.

Gabon

Marchés financiers : le nouvel Eurobond de 580 M USD perd près de 8 % en cinq jours

Émis le 21 octobre 2026, le nouvel Eurobond gabonais de 580 M USD, échéant en octobre 2034, a vu son prix indicatif [reculer](#) à 77,83 % de sa valeur nominale le 26 octobre, contre 84,52 % lors de son émission, soit une baisse relative de 7,92 %. Dans le même temps, son rendement actuariel est passé de 12,8 % à 14,1 %, traduisant une hausse de la rémunération exigée par les investisseurs. Émis avec une décote de 15,47 %, le titre permet au Trésor de mobiliser environ 490,3 M USD avant frais, pour une dette nominale de 580 M USD et un coupon annuel de 9,375 %. Cette dépréciation intervient dans un contexte de tensions sur les finances publiques, marqué par 1 198,8 Mds FCFA d'arriérés à fin juin 2026 et un audit de la dette encore examiné par le FMI. Avec 2 931 Mds FCFA de financements à mobiliser prévus dans le projet de budget 2027, cette évolution pourrait compliquer les prochaines levées de fonds internationales si les investisseurs continuent d'exiger des rendements élevés.

Secteur Minier : 254,6 Mds FCFA prévus pour accélérer la transformation locale des minerais

Le Gabon prévoit de mobiliser 254,6 Mds FCFA pour développer des complexes de production d'alliages et d'agglomérés dans le cadre du Plan national de croissance et de développement ([PNCD](#)) 2026-2030.

Sur cette enveloppe, 113,2 Mds FCFA sont destinés aux alliages, notamment le ferromanganèse et le silicomanganèse, tandis que 141,5 Mds FCFA doivent financer les unités d'agglomération. À Moanda-Franceville, le programme vise à porter la capacité annuelle de production d'alliages de manganèse d'environ 30 000 à 85 000 tonnes. Cette stratégie repose également sur le développement des pôles industriels de l'Estuaire et de la Nyanga, ainsi que sur le renforcement des infrastructures énergétiques, ferroviaires et portuaires. Le calendrier prévoit toutefois que 116 Mds FCFA, soit près de 46 % de l'enveloppe totale annoncée, soient engagés après 2030. À terme, le gouvernement ambitionne de soutenir la croissance du secteur secondaire, de créer plus de 20 000 emplois directs et indirects et d'accroître la valeur ajoutée générée localement par les ressources minières. La concrétisation de ces objectifs dépendra notamment de la mobilisation des financements et de la disponibilité de l'électricité nécessaire aux activités industrielles.

Commerce extérieur : les exportations vers l'Afrique reculent de 4,25 % en 2025

Selon le [rapport annuel](#) d'Afreximbank, les exportations du Gabon vers les autres marchés africains ont reculé de 4,25 % en glissement annuel, pour s'établir à 990 M USD en 2025. Le continent n'a ainsi absorbé que 8,8 % des exportations totales du pays, évaluées à 11,26 Mds USD, alors que celles-ci ont progressé de 2,47 % sur l'année. Cette contraction s'inscrit dans une tendance baissière amorcée en 2024 : entre 2023 et 2025, les ventes gabonaises vers l'Afrique ont reculé d'environ 21 %, représentant une perte de valeur de 260 M USD. Cette évolution contraste avec la dynamique continentale, le commerce intra-africain ayant progressé de 10,94 % en 2025, à 222,2 Mds USD. Ces chiffres soulignent le faible poids des débouchés africains dans les exportations du Gabon et les enjeux de diversification commerciale liés à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

Guinée Équatoriale

Énergie : le Sénat approuve le projet de loi sur les hydrocarbures

Le 28 octobre, le Sénat équato-guinéen a [approuvé](#) en seconde lecture le projet de loi sur les hydrocarbures, un texte aligné sur les priorités de diversification économique fixées par le plan national PNDES-Horizon 2035. Les grandes orientations stratégiques de la loi sont ainsi : (i) l'assouplissement des modèles contractuels du

secteur extractif pour les adapter aux différentes typologies de risque ; (ii) la sécurisation des investissements étrangers sur le long terme ; (iii) la modulation des redevances et de la participation de l'État en fonction des spécificités techniques et économiques de chaque projet ; (iv) le renforcement des exigences pour la priorisation de l'emploi local et le recours aux PME locales ; (v) la création du Fonds national de surveillance environnementale pour un suivi continu de l'empreinte écologique du secteur.

Investissements : négociation en cours avec B2Tech pour la création d'une loterie nationale et l'encadrement du secteur des paris sportifs

Le gouvernement équato-guinéen a [annoncé](#) le 28 octobre s'être entretenu avec la société chypriote B2Tech en vue du lancement d'une loterie nationale et du déploiement d'un système régulé de paris sportifs. Représentant un investissement estimé à 20 M USD sur cinq ans, ce projet vise à encadrer un secteur jusqu'ici informel tout en créant jusqu'à 1 000 emplois. Cette démarche fait suite à une première tentative avortée en 2025, freinée à l'époque par l'absence d'un cadre juridique adapté, alors même que les autorités évaluaient les retombées fiscales potentielles à près de 30 M USD par an en cas de régulation favorable. Pour B2Tech, déjà implantée en République du Congo à travers un partenariat d'exploitation de trois ans avec YellowBet, cette initiative marque une étape clé dans sa stratégie d'expansion au sein de la sous-région.

RDC

Infrastructures : la ZES de Banana obtient un avis de principe favorable pour 100 M USD d'investissement

Le projet de zone économique spéciale (ZES) de Banana, porté par ARISE IIP dans le territoire de Muanda (Kongo Central), a reçu un [avis](#) de principe favorable à l'issue de la huitième session de la Commission d'octroi du statut des ZES. L'infrastructure, qui s'étendra sur près de 1 000 hectares, prévoit un investissement de plus de 100 M USD et un potentiel de 50 000 emplois directs et indirects. Elle ambitionne de réunir des entreprises actives dans la logistique, l'agro-industrie et les matériaux de construction, avec la mise en place de centres de formation destinés à développer les compétences locales. Ce projet vient compléter l'expérience d'ARISE IIP en RDC, où le groupe développe déjà la ZES de Kin-Malebo, dans la périphérie de Kinshasa. L'un des principaux atouts de la ZES réside dans sa proximité avec le port en eaux profondes de

Banana, actuellement en construction. Le lancement des travaux est envisagé en janvier 2027, sous réserve de l'achèvement des formalités administratives, juridiques et financières. L'impact réel du projet dépendra du rythme d'installation des entreprises, du niveau effectif des investissements et de la valeur ajoutée générée localement.

Coopération: la RDC et la Russie créent une commission intergouvernementale pour structurer leur coopération économique

La RDC et la Fédération de Russie ont signé le 28 octobre 2026 à Moscou un [accord](#) portant création d'une commission intergouvernementale chargée de la coopération économique, commerciale, technologique et technique. Ce texte survient en marge du 3^e Sommet Russie-Afrique, auquel le Président de la RDC a participé les 28 et 29 octobre. Cette commission servira de cadre institutionnel permanent pour identifier les opportunités de coopération, négocier des projets communs et assurer le suivi de leur mise en œuvre. Les domaines prioritaires identifiés lors des échanges entre les deux Chefs d'État incluent l'énergie, les mines, les infrastructures, le transfert de technologie, ainsi que des secteurs de haute technologie comme le nucléaire civil et les technologies financières. Cette signature s'inscrit dans la stratégie de diversification des partenariats internationaux de la RDC, qui multiplie les accords avec des acteurs non traditionnels – États-Unis, Émirats arabes unis, Arabie saoudite – afin de réduire sa dépendance à l'égard de la Chine. La portée économique concrète de cet accord dépendra toutefois de la capacité de la commission à faire émerger des projets rentables et à mobiliser des financements, dans un cadre bilatéral encore dépourvu d'instruments financiers dédiés.

São Tomé-et-Príncipe

Secteur extérieur : les réserves de change reculent en septembre

Les réserves internationales brutes de São Tomé-et-Príncipe ont atteint 83,48 M USD en septembre 2026, en baisse de 6,8 % par rapport au mois précédent, selon les données [publiées](#) en octobre par le FMI. Cette évolution souligne la vulnérabilité extérieure du pays, fortement dépendant des importations de carburants et de produits essentiels. Le maintien de réserves suffisantes demeure un enjeu majeur pour assurer le financement des importations et préserver la stabilité du dobra, arrimé à l'euro.

Agenda des événements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu	Lien officiel
3-4 novembre 2026	Africa Financial Summit	Luanda (Angola)	Source
4-10 novembre 2026	2 ^{ème} édition du Salon national de l'élevage du Tchad (SNET 2026)	N'Djamena (Tchad)	Source
11-13 novembre 2026	Salon Solar Connect Africa	Yaoundé (Cameroun)	Site officiel
11-13 novembre 2026	Africa Gas & LNG Summit 2026	Maputo (Mozambique)	Source
18-20 novembre 2026	5 ^{ème} édition du Cameroon Investment Forum (CIF 2026)	Yaoundé (Cameroun)	Source
24-25 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)	Site officiel : Inscription
25 novembre 2026	We Are French Touch – The French Creative Industries Summit	Paris (France)	Site officiel
4 mars 2027	Forum d'affaires France – République démocratique du Congo	Paris (France)	Site officiel
11-13 mai 2027	Invest in African Energy (IAE 2027)	Paris (France)	Source
1-3 juin 2027	Congo Energy & Investment Forum 2027	Kintélé (Congo)	Site officiel
16-18 juin 2027	DRC Mining Week 2027	Lubumbashi (RDC)	Site officiel

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)				Inflation (moy. Ann. en %)				*Solde Public (en %PIB)				Dettes Publiques (en %PIB)				Solde courant (en % PIB)			
	2026		2027		2026		2027		2026		2027		2026		2027		2026		2027	
	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.	Valeur	**Rév.
Cameroun	3,2	▼ -0,1	3,6	▼ -0,2	3,4	▼ -0,1	4,3	▲ 1,1	-2,2	▼ -0,5	-1,5	▼ -0,2	40,1	▲ 0,8	39,1	▲ 0,5	-4,8	▲ 0,3	-4,6	▲ 1,2
Centrafrique	2,7	▲ 0,1	3,3	▲ 0,3	3,5	▲ 2,0	3,0	▲ 0,5	-3,5	▲ 1,5	-3,7	▲ 2,5	43,5	▼ -20,5	44,5	▼ -22,1	-3,3	▲ 0,2	-3,4	▲ 0,2
Congo	3,5	▲ 0,7	3,6	▲ 0,3	4,0	▲ 1,2	3,4	▲ 0,4	5,2	▲ 4,8	5,2	▲ 2,2	80,5	▼ -10,7	77,6	▼ -8,2	5,2	▲ 11,2	3,6	▲ 9,4
Gabon	3,0	▲ 0,3	2,9	▲ 0,1	0,8	▼ -1,6	1,9	▼ -0,5	-10,4	▼ -0,5	-9,9	▲ 1,3	83,7	▼ -2,3	92,4	▼ -1,9	1,3	▲ 5,5	-2,2	▲ 3,3
Guinée Equatoriale	-1,7	▲ 1,0	-1,0	▲ 0,3	3,3	▲ 0,1	2,9	▶ 0,0	-0,6	▲ 1,0	-2,5	▲ 1,2	32,9	▼ -6,2	36,0	▼ -6,3	-0,1	▲ 1,5	-0,8	▲ 1,6
Tchad	4,5	▼ -0,8	5,4	▲ 0,5	-0,7	▼ -1,2	5,3	▲ 1,4	0,0	▲ 1,4	1,5	▲ 2,8	31,1	▲ 1,1	29,6	▼ -0,3	1,3	▲ 0,5	-0,3	▼ -0,6
CEMAC	3,0	▶ 0,0	3,5	▲ 0,1	2,4	▼ -0,3	3,8	▲ 0,6	-2,2	▲ 0,6	-1,7	▲ 0,9	50,4	▼ -1,2	50,7	▼ -1,5	-1,1	▲ 2,6	-2,2	▲ 2,1
RDC	5,2	▼ -0,7	5,7	▲ 0,3	4,3	▲ 1,0	7,4	▲ 1,0	-2,7	▲ 0,8	-2,4	▶ 0,0	23,7	▼ -0,9	26,9	▼ -0,9	-1,9	▲ 0,1	-0,9	▲ 0,7
Sao Tomé	0,4	▼ -3,0	1,9	▼ -2,0	11,0	▲ 1,5	9,6	▲ 1,7	-1,4	▼ -2,4	-0,5	▼ -2,1	55,9	▲ 5,5	54,2	▲ 6,8	-6,1	▼ -1,4	-4,8	▲ 0,3

Source : SER à partir du World Economic Outlook (WEO) du FMI, octobre 2026
*solde budgétaire global (dons inclus).
** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d’octobre 2026 pour les années 2026 et 2027 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d’avril 2026).

Evolution des cours des matières premières

Septembre-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
	Pétrole	Gaz naturel	Cacao	Café	Huile de palme	Grumes	Bois scié
	Brent (USD/barils)	(USD/mmbtu)	(USD/kg)	(USD/kg)	(USD/mt)	(USD/mètre cube)	
Valeur	102	3	6	7	1180	403	643
Variation mensuelle (%)	21%	6%	-1%	-9%	4%	-1%	-1%
Variation annuelle (%)	54%	-1%	-16%	-18%	14%	-2%	-1%
Variation sur 5 ans	41%	-42%	131%	46%	0%	-2%	-2%
Variation sur 10 ans	127%	-1%	106%	87%	48%	3%	2%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.Economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : Ibrahim BARRY - Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET - Evelyne SILA – Laura LANDREIN – Tony DE AMORIM (SER Yaoundé) ;
Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU – Hector BIANCONI (SE Brazzaville) ;
Michel BOIVIN – Matys-Andria PARMENTIER (SE Libreville) ;
Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).